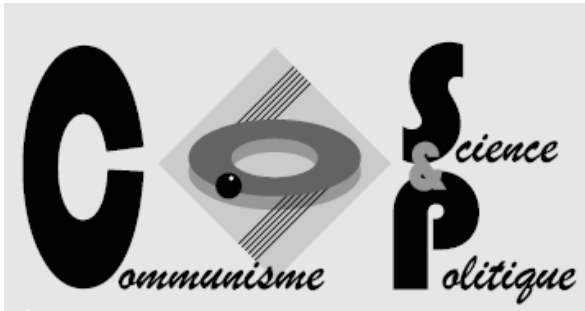


## Où va notre université ?



Fin mai 2016, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, rencontrait sur notre campus d'Orsay des personnels dans leur diversité professionnelle. Lors de la réunion tenue dans un amphi de l'Institut d'Electronique Fondamentale(IEF), il donnait son opinion sur la situation dans le pays mais il insistait sur le fait que sa volonté était surtout d'entendre le point de vue de personnels engagés professionnellement, syndicalement, politiquement dans la vie du campus. Il a paru intéressant à « Communisme, Science, Politique » d'interviewer trois des intervenants principaux au cours de la rencontre.

### INTERVIEW DE DANIEL BOUCHIER, DIRECTEUR ADJOINT DE L'IEF

**Tu aimes bien citer une nouvelle de science-fiction du physicien hongrois Léo Szilar datée de 1961 où il imaginait comment ralentir la recherche scientifique à travers un mode de financement ultra compétitif.**

Oui, cette nouvelle (*The Mark Gabble foundation*) décrit comment la création d'une fondation pour financer la recherche devrait constituer un frein au progrès scientifique. Le mode de sélection inciterait les scientifiques à se concentrer sur des problèmes prometteurs et publiables à coup sûr. Certes, la production augmenterait au début, mais à court terme le fonds de connaissances s'assècherait... Comment ne pas reconnaître là l'actualité du chercheur de 2016 ?

**Nous allons largement évoquer l'impact du financement sur projet dans la vie des laboratoires. Que peux-tu déjà dire de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) ?**

C'est sous le gouvernement Raffarin que l'ANR a été créée. Elle distribue des crédits à partir d'un appel incitatif à projets. Il faut reconnaître que les subventions de l'ANR ont été en croissant de 2005 à 2010. La chute démarre en 2010 et conduit

aujourd'hui à un taux de succès des réponses aux Appels à projets (AAP) qui passe sous la barre psychologique des 10%. La figure 1 illustre cette tendance.

Les fonds que l'on peut obtenir d'autres guichets (RTRA, Idex, région etc...) ne permettent pas de compenser cette diminution). En fait, depuis 2012, le seul financement en réelle progression est celui de l'European Research Council ou ERC : 1,3 G€ en 2012, 1,7 en 2014 et 2,3 G€ prévus en 2020. Il s'agit de financements très importants attribués à des individualités, le laboratoire n'est sollicité que pour s'engager à fournir un cadre favorable au projet sélectionné. Les ERC représentent une étape supplémentaire dans une politique de sélection et d'individualisation exacerbée, qui ne concernera au mieux que 2 à 3% des chercheurs européens.

**Les financements ANR ou ERC ne sont pas récurrents. Quelle est la**

**part des ressources propres des labos par rapport aux crédits récurrents ? Quels sont les effets de ce type de distribution ?**

Prenons un exemple, je crois bien représentatif de beaucoup de disciplines scientifiques, celui de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes du CNRS (INSIS). Choisissons un groupe de 32 laboratoires travaillant sur des thématiques proches et plutôt « à la mode » (photonique, électronique, photovoltaïque, nanotechnologies...) et analysons à partir du bilan réalisé pour l'année 2014. La dotation récurrente annuelle distribuée à ces labos par leurs tutelles (CNRS, universités, écoles...) plafonne à 15M€/an, alors que le total des ressources propres (RP) cumulées par ces 32 unités s'élève à 150M€. Si on prend en compte l'effectif de chaque labo, la moyenne des ressources propres disponibles serait de 22,7 k€ par personne. Pas si mal pourrait-on dire. Il est plus intéressant d'examiner la dispersion

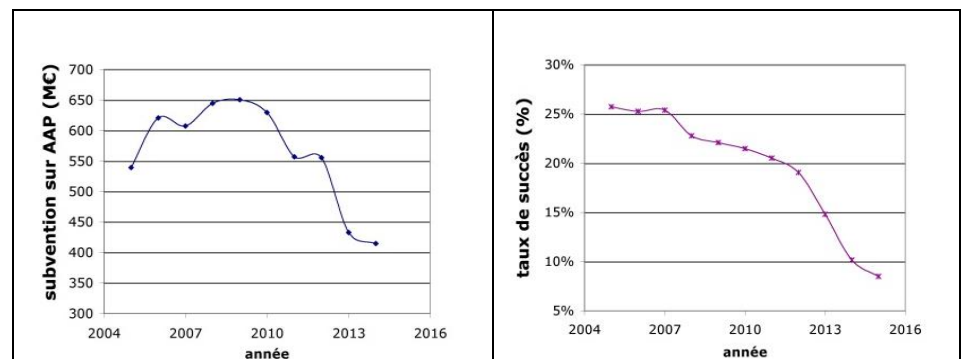


Figure 1: évolution des subventions distribuées par l'ANR sur appel à projet et taux de succès correspondant

de ces ressources en fonction de l'unité de recherche considérée, qui s'étalent entre 8 et 56 k€/personne ! Sans être fanatique d'un égalitarisme forcené, on peut s'étonner d'une telle disproportion des moyens à l'intérieur d'un même institut du CNRS.

### Tu viens de faire l'analyse, labo par labo. Qu'en est-il au sein d'un même labo ?

Pour affiner notre analyse, zoomons sur un labo, le mien qui est un des 32 considérés plus haut. L'effectif de notre UMR est constitué de 71 chercheurs et enseignants-chercheurs (Ch & Ens/Ch), 38 ingénieurs et techniciens (ITA & ITRF), 124 doctorants et post-doctorants (Docs & Post-Docs), son budget en 2016 se répartit en 0,54 M€ de soutien de base et 6,85 M€ de ressources propres. Il comprend 3 départements de recherche couvrant les domaines de la photonique, de l'électronique et des microsystèmes et capteurs, dans lesquels la recherche au jour le jour s'organise dans 16 équipes. La figure montre la répartition des moyens financiers par Ch & Ens/Ch permanent dans chacune des équipes. L'énorme inégalité des moyens est flagrante: de 16 à 421 k€/(Ch & Ens/Ch), dont 7,5 k€/personne de frais collectifs incompressibles. Cette situation correspond à une année blanche en termes contractuels pour les moins bien dotés et à quatre ERC actives dans les trois équipes les plus riches.

Remarquons que le soutien sous forme de personnel de recherche non permanent (Docs & Post-Docs) de 0,5 à 4,5 / (Ch & Ens/Ch) affiche une disparité tout aussi évidente. Cela démontre que les ressources propres disponibles sont largement consacrées à l'embauche de Docs & Post-Docs. Avec ses 540 k€ de crédits récurrents essentiellement consacrés aux dépenses courantes, le laboratoire n'a évidemment pas les moyens d'éviter cette énorme distorsion de traitement entre ses équipes, qui pourrait affecter à terme sa cohésion.

### Quels sont les risques de cette politique qui se présente comme d'« excellence » ?

Ces risques ont été pointés par le comité d'éthique du CNRS-COMETS dans un texte du 9 juillet 2014. Il en note la nocivité sur la créativité des chercheurs confrontés à une programmation de plus en plus pointilleuse de l'ANR comme de l'Europe, et indique que « la logique des appels d'offre conduit trop souvent à chercher des thématiques toujours nouvelles, qui obéissent plus à des effets de mode qu'à l'exploitation des ressources ». Certes, la communauté scientifique a su mettre au point des stratégies de contournement par un travail « en perruque » mais elles trouvent leurs limites. Dans son texte, le comité d'éthique déplore aussi l'émergence de comportements individualistes et

rappelle que « les réalisations de haut niveau ne sont que rarement le fait d'un individu isolé mais généralement de l'aboutissement d'un travail collectif ». L'individualisation forcenée du financement repose sur une vision archaïque de l'activité de recherche et en nie la dimension collective. Il est regrettable que le CNRS abonde en ce sens avec l'attribution d'une prime confortable aux titulaires d'ERC, comme si leurs collègues chercheurs, ingénieurs et techniciens ne tenaient qu'un rôle secondaire dans ces projets. Il est urgent de corriger les effets néfastes de la politique dite d'excellence, avant que les laboratoires cessent définitivement d'être des lieux de réflexion où s'élabore collectivement une politique de recherche cohérente, pour devenir des hôtels à projets, tout comme le CNRS se réduit progressivement à une agence de moyens.

### Oui, mais que réponds-tu à ceux qui prétendent que ce système décrié est efficace ?

Je m'inscris en faux. Ce système est inefficace. Il est consommateur de temps consacré aux réponses à de multiples AAP, puis à la gestion de plus en plus complexe et pinailleuse de financements chèrement acquis. En supposant que les personnels du CNRS y passent 20% de leur temps, la masse salariale correspondante dépasserait les 414 M€ distribués sur AAP par l'ANR en 2014. Et cela seulement pour le CNRS, on peut donc doubler ou tripler ce montant en prenant en compte la part universitaire et les dépenses de fonctionnement de l'ANR ! Outre son coût et le fait qu'elle détourne les personnels de recherche de leurs fonctions essentielles, cette politique est nocive pour l'avenir. En effet, des pans entiers de nos disciplines et des idées nouvelles ou plus risquées risquent d'être négligés, faute de soutien. Or qui peut dire quel

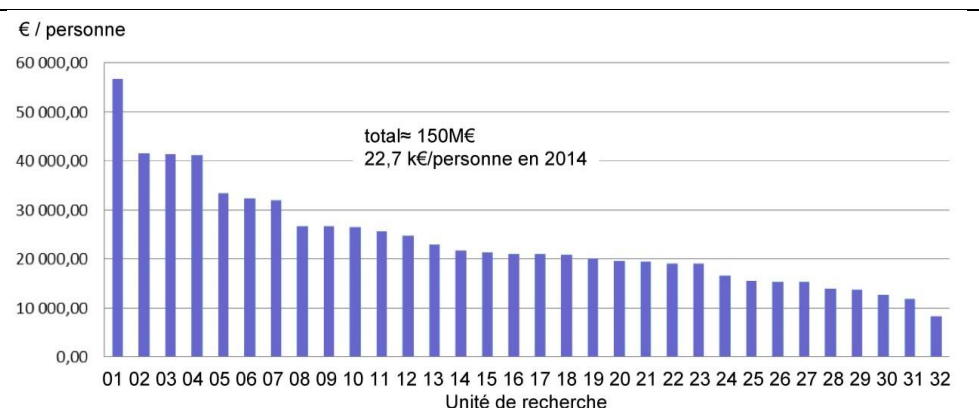


Figure 2: montants de ressources propres ramenés à leur effectif dans 32 UMR et UPR de l'INSIS. Chiffres de 2014.

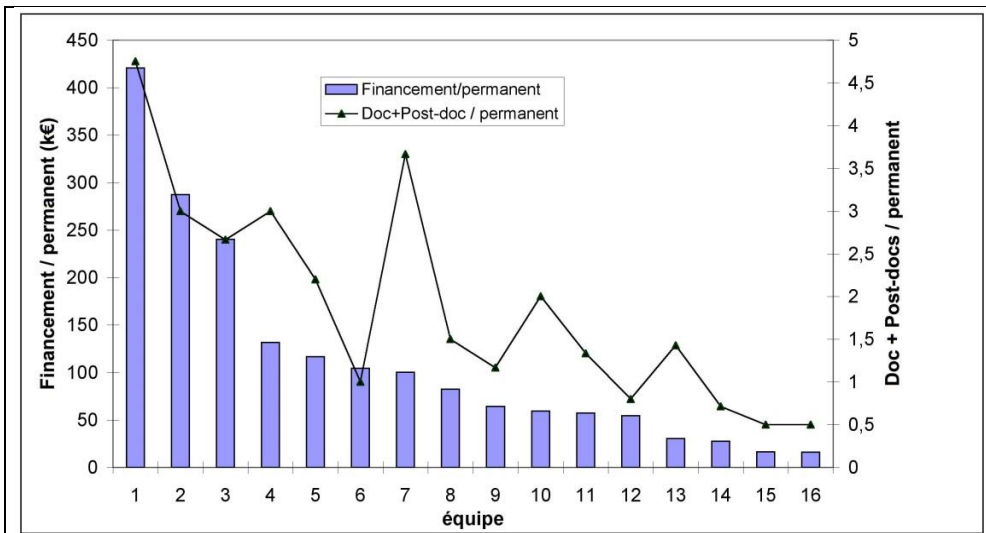


Figure 3: montant de financement et soutien en termes de chercheur non-permanent par chercheur ou enseignant-chercheur permanent. Bilan 2016 pour les 16 équipes d'une UMR de Paris-Sud

domaine va déboucher sur quelque chose de vraiment novateur dans les 10 ans à venir? L'histoire récente (ou moins récente) montre que les vraies découvertes défient la logique illusoire de la recherche programmatrice.

Il est donc urgent de rééquilibrer les financements entre « fondamental » et « appliqué », d'augmenter les soutiens récurrents aux laboratoires pour redonner de l'autonomie aux chercheurs.

### Oui, mais a-t-on les moyens de mener une autre politique ?

Les moyens ne manquent pas, contrairement à ce qui est matraqué par le discours dominant. Cinq à six milliards d'euros sont consacrés annuellement au crédit d'impôt recherche (CIR), soit dix fois plus que les subventions ANR sur AAP. Un rapport parlementaire de la sénatrice Brigitte Gonthier-Maurin (*communiste, NDLR*) critiquant l'efficacité de ce dispositif a scandaleusement été mis sous le boisseau par le Sénat, on ne peut donc en faire état. Il montre néanmoins que les subsides du CIR sont très largement captés par les grands groupes (y compris des banques...), alors que les PME les plus pourvoyeuses d'innovations en sont trop souvent exclues à cause

d'un accès bureaucratique kafkaïen. Par contre, aucun contrôle a posteriori n'est effectué... Une réduction du CIR de quelques pourcents permettrait donc de facilement doubler les crédits de l'ANR ou, mieux, de remettre du soutien de base dans les laboratoires.

### INTERVIEW DE NICOLAS FERREY, MILITANT SYNDICAL DE L'IUT D'ORSAY

#### La politique de regroupement des établissements est une constante des gouvernements successifs. Quels sont les objectifs poursuivis ?

L'objectif est de créer des universités de taille plus importante, avec en ligne de mire comme modèle les universités américaines et anglo-saxonnes et de bons classements en terme de recherche et de formation.

#### Y a-t-il plusieurs modes de regroupement ?

La loi prévoyait plusieurs modalités de regroupement : sous forme d'intégration dans laquelle les établissements doivent à terme disparaître dans la nouvelle structure, sous forme de fédération

où chaque établissement du regroupement conserve sa propre autonomie dans un ensemble plus grand et structurant, ou par des associations d'établissements dans lesquelles les partenariats sont basés sur des coopérations libres et choisies entre les établissements. Il est apparu finalement que la volonté réelle de l'Etat, partout sur le territoire national, fut de soutenir uniquement les regroupements appliquant le modèle de l'intégration, en dépit du bon sens dans la plupart des situations. Ce modèle a été imposé à marche forcée et d'une main de fer grâce aux grands projets structurants (IDEX, LABEX) financés par le Plan d'Investissement d'Avenir, récompensant l'application zélée d'un modèle intégratif.

#### Sur Paris-Saclay, quels ont été les premières conséquences du regroupement ?

Des pans entiers de formation comme les masters et les doctorats ont été restructurés. L'offre a été diminuée en termes de diversité et de qualité, avec la baisse forte du nombre d'heures d'enseignement prévues dans les nouvelles maquettes de masters. Le contenu des enseignements mais aussi la situation des personnels ont été affectés.

#### Je crois que tu es particulièrement sensible à la situation des doctorants. Peux-tu l'évoquer ?

L'austérité imposée à l'université l'a poussée à prendre de très mauvaises décisions dont la suppression de postes d'ATER (Attaché d'Enseignement et de Recherche). Ces postes permettaient aux doctorants, ouvriers de la recherche, chercheurs et enseignants en formation, de terminer leur thèse dans de bonnes conditions. J'estime que les jeunes chercheurs méritent mieux que ça.

## **L'austérité à l'université touche-t-elle d'autres catégories ?**

Oui, toutes les catégories de personnels sont touchées par la politique de gel des postes qui empêche le remplacement des collègues partis à la retraite. Parallèlement, il y a multiplication du recours aux contrats précaires et aux heures complémentaires pour les titulaires.

## **Quel diagnostic portes – tu sur l'état de l'université ?**

Le système universitaire est mis à genoux dans un contexte où le modèle d'intégration des établissements aboutit à une usine à gaz où la représentation des personnels est très affaiblie dans les organes de décision. On peut considérer que la jeunesse, le service public, l'efficacité même de la gestion de la recherche et de la formation sont mis à mal au seul profit de la recherche d'économies et de l'exacerbation des concurrences.

---

## **INTERVIEW DE GILLES LASCHON, SECRETAIRE DE LA SECTION PCF DU CENTRE UNIVERSITAIRE D'ORSAY**

### **Peux-tu nous rappeler ce qu'est une COMUE ? Et celle de Paris-Saclay ?**

La loi Fioraso de 2013 oblige les établissements d'enseignement supérieur et de recherche à se regrouper en COMUE (Communauté Universitaire d'Établissements). Notre COMUE s'appelle Université Paris- Saclay. Elle est composée entre autres de deux universités : l'université Paris-Sud et l'Université de Versailles Saint Quentin-en- Yvelines. L'université d'Evry est actuellement membre associé et devrait, à l'avenir, intégrer totalement la Comue. Au-delà des universités, la

COMUE Paris-Saclay regroupe des organismes de recherche (CNRS, INRIA, INSERM, INRA ...), des écoles d'ingénieurs (Polytechnique, Centrale-Supelec, ENS Cachan, Télécom Paris, ENSAE ...) et une école de commerce (HEC).

### **Qu'est-ce que l'IDEX ?**

En 2012, avant la loi Fioraso qui crée les COMUE-, les établissements ont répondu ensemble à un appel à projet gouvernemental intitulé « Initiatives d'Avenir ». Universités, Écoles et organismes de Recherche déjà ou dans un futur proche présents sur le plateau de Saclay se sont regroupés pour proposer une Initiative d'excellence (IDEX). Dans cette dynamique commune, se traduisant essentiellement par le financement de projets phares en recherche, les établissements s'engagent à s'associer dans une structure Paris-Saclay encore mal définie. La loi Fioraso concrétise la création de la structure « Université Paris-Saclay » sous forme de COMUE. Les crédits de l'IDEX ne seront obtenus que si et seulement si la feuille de route annoncée est bien suivie. Malgré la création de la COMUE, le jury international de l'IDEX considère que le rapprochement des établissements n'est pas suffisant et donne un an et demi pour avancer de façon significative vers un modèle plus intégratif.

### **Des regroupements à marche forcée, sous forme d'abord fédérative, puis de plus en plus intégrative, quelle logique derrière ces choix ?**

On est dans une logique de pôle de compétitivité, où on veut valoriser tout ce qui peut briller, se focaliser sur l'existant déjà reconnu, à l'inverse de jouer le créatif. On veut faire venir des étudiants étrangers qui payent pour que ça rapporte mais aussi avec l'idée que

l' « excellence » et le payant vont de pair. On s'oriente vers un mercato des meilleurs étudiants et chercheurs. Or la construction de l'avenir d'un pays, de sa jeunesse et de sa recherche est à l'opposé de celle du succès d'une équipe haut de gamme de footballeurs (dont le modèle est d'ailleurs fort contestable).

### **Cet avenir est bien noir. Que proposes-tu dans l'immédiat pour résister ?**

Il faut refuser les restructurations à marche forcée. Cela ne veut pas dire maintien du statu quo mais favoriser les coopérations librement choisies, donc mutuellement avantageuses. Les restructurations incessantes comme les rivalités entre les établissements nous empêchent de travailler. Il faut revenir aux principes d'un véritable service public. Le Glissement Vieillesse Technicité mis à la charge des universités qui gèrent leur masse salariale fait perdre à la nôtre deux millions d'euros par an et induit une politique de gels de postes enseignants-chercheurs de façon durable et chaque année plus dramatique. Sans l'oxygène des moyens et l'ambition de couvrir les besoins de formation et de recherche, le corps universitaire va être asphyxié. Il est temps qu'il se fasse entendre plus fort.



Pour adhérer ou nous contacter :  
[pcf.orsayfac@gmail.com](mailto:pcf.orsayfac@gmail.com)  
Pour aller plus loin :  
<http://iut-orsay.pcf.fr>